

# LIBAN

## **Les problèmes actuels du Liban**

L'économie a depuis quelques années beaucoup de mal à générer une croissance inclusive et à réduire la pauvreté. Le Liban souffre en fait d'une instabilité financière et économique à l'origine de dysfonctionnements macrofinanciers systémiques. L'inflation a fortement augmenté, le taux de change de la livre libanaise a chuté sur le marché parallèle et les dépôts en dollars dans les banques libanaises sont bloqués.

Ces différents facteurs font que le Liban se trouve aujourd'hui plongé dans une crise économique, bancaire et de souveraineté marquée par un important déficit budgétaire, des déséquilibres macroéconomiques et une dégradation des indicateurs sociaux. Cette crise sur plusieurs fronts a été aggravée par la pandémie de la COVID-19, à laquelle le Liban a répondu par des mesures de confinement qui n'ont fait qu'accentuer les tensions économiques et financières.

Le 4 août 2020, le port de Beyrouth a été secoué par une énorme explosion, qui a détruit l'essentiel des infrastructures portuaires et gravement endommagé plusieurs quartiers d'habitation et d'activités commerciales très denses, dans un rayon de cinq kilomètres. Cette catastrophe a fait plus de 200 morts, des milliers de blessés et des dizaines de milliers de sans-abris. Bien que les dégâts aient été concentrés dans une zone restreinte, l'impact économique de cette explosion se fait sentir au niveau national. Parmi les principaux effets sur l'économie nationale : i) une chute de l'activité économique engendrée par la destruction d'un capital physique ; ii) un commerce perturbé, d'où des coûts de transaction en hausse dans le domaine du commerce extérieur ; et iii) la perte de revenus fiscaux.

Ces problèmes, qui viennent s'ajouter aux conséquences du conflit en Syrie et de son corollaire, l'afflux de réfugiés syriens au Liban, ont exposé au grand jour les graves faiblesses de l'économie du pays.

## **Perspectives d'avenir**

Depuis la crise financière et la suspension du règlement de ses euro-obligations, le gouvernement libanais travaille sur son programme de réformes pour apporter une réponse à ses créanciers, à la communauté internationale et à sa propre population. Des négociations ont d'ores et déjà démarré avec le FMI.

La période qui s'annonce sera délicate pour le gouvernement libanais, qui devra tenir sa promesse de réduire le déficit. Il lui faudra pour cela mettre en œuvre de saines politiques budgétaires et des projets d'investissement capables de stimuler l'économie.

Nous comptons sur le soutien de la BERD pour aider le Liban à tenir ses engagements et à faire face à l'extraordinaire poids des conséquences conjuguées de la pandémie de la COVID-19, de l'explosion du port de Beyrouth, de la dégradation du système bancaire, de la dévaluation de la monnaie et de la crise syrienne. Nous lui demandons de s'impliquer dans une série d'activités susceptibles de davantage stimuler notre secteur privé et de dynamiser l'emploi, afin de faire décoller l'économie en réduisant le chômage, en augmentant la productivité de différents secteurs et en diminuant le coût de la vie pour les foyers libanais les plus pauvres.